

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 25 novembre 2022.

Qui complotent contre qui ou quand les gangsters anglo-saxons de la finance pillent les richesses mondiales et dirigent le monde en toute impunité avec la complicité de tous les gouvernements.

J-C – Vous comprendrez pourquoi ils étaient favorables au Brexit ou ils l'ont organisé, et pourquoi j'ai refusé de le soutenir...

Dans quel monde vivons-nous au XXI^e siècle ? Il vaut toujours mieux le savoir.

Il ne faudrait pas déduire hâtivement de ce documentaire que l'oligarchie financière disposerait d'un pouvoir infini. Il suffirait que les masses s'emparent du pouvoir politique dans un pays occidental, et que leur gouvernement déclare l'oligarchie financière et les paradis fiscaux hors la loi en révélant toutes les informations recueillies à leur sujet depuis leur création pour réduire à néant sa capacité de nuisance, les priver du pouvoir qu'ils se sont arrogés dans le dos des peuples, avec la complicité de tous les gouvernements qui se sont succédés au cours du XX^e siècle pour les maintenir en servitude...

Documentaire. La Toile d'Araignée: Le Second Empire Britannique (2018)

La Toile d'Araignée: Le Second Empire Britannique, est un film documentaire qui montre comment la Grande-Bretagne est passé de son statut de puissance coloniale à celui de puissance financière mondiale. Au lendemain du démembrement de cet empire colonial, les intérêts financiers de la City de Londres ont créé un réseau de juridictions offshore secrètes qui ont fait main basse sur les richesses mondiales et les ont dissimulées derrière une toile aux ramifications complexes reliant des îles offshore.

Aujourd'hui, près de la moitié de la richesse mondiale offshore serait ainsi cachée dans des juridictions secrètes britanniques. La Grande-Bretagne et ses juridictions sont ainsi devenues l'intermédiaire principal et incontournable dans le monde de la finance internationale.

Les anciennes colonies ou les confettis de son ex-empire (Jersey, les îles Caïmans...), abritent des structures financières d'une opacité presque totale (les fameux « trust »), qui vont lui permettre de capter une part significative des flux financiers mondiaux et, notamment, ceux qui cherchent à s'affranchir de toute imposition ou à se dissimuler pour des raisons inavouables (Evasion fiscale, détournement de fond, trafics en tout genre, drogue, arme, etc.).

Comment en est-on arrivé à cette situation, et quel est son impact réel sur le monde actuel? La Toile d'Araignée mène l'enquête afin d'apporter des réponses à ces questions. (Sources : différents médias)

La version en français

<https://www.youtube.com/watch?v=bPqZpHSzQvs>

La version en anglais

<https://vimeo.com/290438534>

Qu'est-ce qui permet à cette infime minorité de décider du destin de l'humanité ?

S'ils défendent les droits d'une communauté (transsexuelle) représentant 0,0013% de la population, c'est qu'ils piétinent les besoins ou aspirations des 99,9987% restant.

A réfléchir...

Quand un régime recourt à des méthodes fascistes pour gouverner et terroriser la population, quand ses libertés et son existence sont gravement menacés, quand il n'existe aucune issue politique à court terme, si l'opposition n'existe pas ou est trop compromise pour le combattre légalement, ne faudrait-il pas envisager de recourir à une organisation clandestine et des actions illégales ou violentes pour le harceler et le déstabiliser ? Serait-ce légitime, nous laisserait-il un autre choix ?

La question que personne n'osera poser.

Les Etats-Unis et leurs vassaux visent le démantèlement de la Fédération de Russie, puis de la Chine. Ne serait-il pas plutôt légitime d'envisager celui des Etats-Unis, puisque cet Etat est le produit du génocide et de la spoliation des terres des Amérindiens ?

Les anglo-saxons ne devraient-ils pas être expulsés de ce territoire et renvoyés dans les pays européens de leurs aïeuls qui y ont participé ? Ces terres ne devraient-elles pas être restituées aux descendants des Amérindiens qu'ils ont massacrés ? Une autre partie pourrait être distribuée aux Afro-américains descendant d'esclaves, en guise de dédommagement pour le préjudice subi par leurs aïeuls de la part de ces barbares. Quant aux autres immigrés originaires d'autres pays européens, les Italo-américains, les hispaniques, les asiatiques, etc. dont les aïeuls étaient venus s'installer au cours du XXe siècle, la plupart était de condition modeste, leur situation demeurerait inchangée, mais aucun n'aurait le droit de posséder des terres revendiquées par des Amérindiens ou ils devraient les restituer gratuitement...

L'extrait d'un courriel que j'ai envoyé à une de mes connaissances en France.

- Ne te casse pas la tête pour moi, le moral est bon malgré l'adversité ambiant ou l'absence de toute issue politique.

Il est vrai qu'on pourrait se questionner sur la nature humaine, quand on observe ce que la population est prête à endurer sans réagir ou son absence de conscience politique. Elle préfère encore supporter des conditions d'existence épouvantables et se comporter en esclave, plutôt que prendre en main son destin. Je dis cela en observant la réaction de mes lecteurs, qui se foutent éperdument de ce que je leur propose et qui considèrent leur passivité comme un témoignage de résistance en pianotant toute la journée sur un clavier ou en commentant un tas d'articles qui n'ont ni queue ni tête.

C'est l'absence flagrante de logique dans leur comportement qui saute aux yeux, aux miens tout du moins, leur incapacité à discerner l'essentiel ou le principal du secondaire ou de l'accessoire, le particulier du général, pour finalement ramener tout au ras des pâquerettes et décréter que cela ne vaut pas le coup de se faire chier pour si peu.

C'est facile de ne croire en rien ni personne pour faire n'importe quoi et juger cela légitime, sauf qu'ils creusent eux-mêmes leur propre tombe, et la nôtre avec, ce que je ne peux laisser passer sans réagir.

J'avais expliqué pourquoi le mouvement des Gilets jaunes ne mènerait à rien, son manque d'organisation, de stratégie, de direction, etc. mais personne n'a voulu en tirer cet enseignement. Ce sont évidemment les partis du mouvement ouvrier corrompus qui en portent l'entière responsabilité. Cela aussi je l'avais signalé, sans réaction de la part de militants, sans doute parce qu'ils s'étaient laissé manipuler et ils ne voulaient pas l'admettre ; Commettre une erreur dans la vie n'est plus permis à l'époque de la tolérance zéro ou du rétablissement des tribunaux de l'Inquisition, en agissant de la sorte ils les valident à leur manière, c'est terrifiant !

La pourriture ou le poison idéologique qui a envahi les esprits, ne survivra pas très longtemps sous peine d'asphyxie générale, parce qu'à la longue ses conséquences deviennent insupportables et s'avèrent suicidaires, qui plus est, après avoir perdue toute légitimité. Or, personne n'a envie de mettre ses intérêts délibérément en péril ou pour rien, en quelque sorte, c'est la limite de l'absurdité au-delà de laquelle les masses réagissent...

C'est dialectique, et non un vœu pieux de ma part histoire pour garder le moral ou conserver l'espoir qu'on peut encore changer la société.

Les réseaux dits sociaux sont décidément infréquentables.

J-C – On ne pourra pas dire que je n'ai pas fait acte de bonne volonté.

J'ai décidé de cesser de poster des commentaires au blog *Réseau International*.

Mon dernier commentaire à la suite de l'article suivant : - *RI Zap du 23.11 : La dépopulation à grande échelle est en cours*

- Chacun sait ou devrait savoir qu'en réalité la population mondiale continue d'augmenter. Même cela on devrait s'interdire de le dire, désolé. Je ne vois pas l'intérêt de continuer à commenter ce genre d'articles.

La suite à l'attention de mes lecteurs :

- Il y a deux façons d'informer, de rendre compte de l'actualité ou d'aborder la situation.

La première consiste à s'en tenir strictement aux faits, aux événements qui se sont produits ou qui sont en cours de réalisation. L'autre privilégie les déclarations et intentions en tout genre qui sont éloignées de la réalité et qui n'engagent en rien leurs auteurs, qui ne se traduiront jamais en pratique ou on ne sait quand, peu importe puisqu'apparemment tout le monde s'en fout ou passe outre, sur un mode hypothétique oiseux, conditionnel, spéculatif, etc. où la démagogie rivalise avec la propagande idéologique camouflée maladroitement.

Seule la première devrait mériter notre attention, en étant généreux elle concerne moins de 10% des articles qui sont soumis aux lecteurs en règle générale sur le Net. Mais malheureusement, il se trouve que la plupart des lecteurs raffolent de la seconde, parce que ces articles leur offrent l'opportunité de laisser libre-cours à leur penchant ou délire mégalomane.

Ils se sentent flatter et encourager, si bien que soudain ils peuvent se prononcer sur tout, ils savent tout mieux que tout le monde, ils vont même jusqu'à conseiller des chefs d'Etat ou à converser avec les anges, sans rire, si bien que lorsqu'on essaie de partager avec eux quelque chose qui ne figurera jamais dans ce genre d'articles, ils vous mépriseront ou vous ignoreront de préférence, à moins qu'ils vous insultent ! Ils enrageront en lisant ces lignes pour s'être reconnus et ils vous traiteront de prétentieux, ce qui me laisse indifférent.

Attention aux faux amis qui alimentent sciemment le règne de la terreur pour le compte de nos ennemis.

On a trouvé encore plus dingue que l'OTAN, le Forum économique mondial ou le club Bilderberg : Les médias dits alternatifs qui sévissent sur le Net ou les réseaux dits sociaux. Un exemple parmi d'autres.

Guerre en Ukraine : 15 secondes avant l'Armageddon nucléaire ? - Les Crises 21 novembre 2022

Alors que la guerre fait rage en Ukraine – et que la menace d'une confrontation nucléaire entre les superpuissances continue de s'intensifier – l'OTAN est-il en train de se préparer à la fin du monde ?

<https://www.les-crisis.fr/guerre-en-ukraine-15-secondes-avant-l-armageddon-nucleaire/>

Mes commentaires.

1 - En réalité il ne peut pas y avoir de guerre mondiale, parce qu'elle serait chimique, biologique, nucléaire. Qui a intérêt à entretenir ce régime de terreur ?

2 - *"Une fois passé un certain seuil la guerre impose sa propre dynamique et personne ne sait à coup sûr où elle s'arrête."*

Sauf vous, puisque vous prétendez qu'elle n'aurait pas de limite...

Vous négligez tout simplement qu'il ne s'agit pas de n'importe quel "seuil". Mais bon, si vous tenez absolument à avoir raison, je vous laisse à vos divagations, et je m'en tiens à la logique qui veut que, le recours à toutes ces armes au cours d'une guerre mondiale auraient des conséquences apocalyptiques, y compris pour ceux qui l'auraient provoquée et qui espéraient en tirer profit, leur plan serait anéanti s'il était encore en vie à son issue.

Je me demande ce que cherchent à prouver ceux qui soutiennent qu'une guerre mondiale nucléaire pourrait survenir, la craignent-ils ou la souhaitent-ils, on peut se poser la question.

A la suite du missile ukrainien tombé en Pologne, immédiatement l'OTAN et le Pentagone, mais aussi Biden se sont empressés de clamer qu'il n'y avait pas lieu de croire que les conditions étaient réunies pour déclencher l'article 5 du traité de l'Atlantique Nord et de déclarer la guerre à la Russie, ce qui aurait signifié officiellement le début de la Troisième Guerre mondiale.

Vous saisissez où se situe le seuil de cette guerre ? Ils ont dit clairement qu'ils ne voulaient surtout pas d'une guerre mondiale, alors pourquoi insister, c'est malsain à la fin.

3 - *"Mais cette « bonne » raison n'est pas du tout absolue selon moi."*

La question n'est pas de savoir ce que vous ou moi en pensons, entre nous, tout le monde s'en fout, moi je me situe sur le plan objectif, le seul qui m'intéresse, vous sur le plan subjectif.

Si maintenant chacun se met à exprimer à haute voix tout ce qui lui passe par la tête à propos de n'importe quoi, on n'a pas fini d'entendre tout et n'importe quoi de préférence, je ne dis pas cela pour vous, moi je préfère m'abstenir. A vrai dire, les réseaux dits sociaux me cassent la tête. Ils ne participent pas à la démocratie mais à sa dilution, à sa désintégration avant même qu'elle ait existé un jour, je crois même avoir compris qu'ils avaient été inventés pour atteindre cet objectif notamment.

Une remarque.

Quand un blog publie vos commentaires, ensuite vous devez lutter contre des lecteurs qui vous agressent ou vous insultent littéralement, qui vous prennent pour un demeuré, c'est fort désagréable comme expérience. Les propriétaires de ces blogs laissent faire. Ils publient n'importe quel article du moment qu'il fera polémique et bénéficiera de davantage de commentaires, peu importe aussi leur qualité. C'est à croire que ce critère sert à mesurer leur popularité.

Personnellement je trouve ce procédé vile et stupide, car il fait fuir les lecteurs les plus sérieux, ce dont ils se moquent apparemment et contredit les intentions qu'ils affichent. Le seul intérêt que j'y trouve, c'est de nous forcer à trouver des arguments imparables ou toujours plus solides pour étayer et défendre nos idées ou nos positions. Sinon, c'est d'un ennui, bref, passons.

Un régime dictatorial ne serait se passer de son monarque.

J-C - Ils vous expliquent comment ils s'y sont pris pour rendre les institutions encore moins démocratiques et détourner les masses des élections ou plus exactement de la politique, donc de leur propre sort.

En finir avec l'élection présidentielle? Jamais! - Slate.fr 22 novembre 2022

Nous sommes d'accord au moins sur le constat: nos institutions, depuis l'élection du président au suffrage universel et la réduction de son mandat à cinq ans, sont profondément déséquilibrées. La légitimité incontestable donnée au président par le vote populaire fait de lui le chef réel de l'exécutif. La chose irait sans peine si le Parlement était en mesure d'exercer un véritable contre-pouvoir.

J-C - "*La légitimité incontestable donnée au président*"...élu avec environ 15% des voix des électeurs inscrits, est une imposture sur laquelle repose toute leur argumentation.

Slate - Il en est empêché car, si le président dispose d'une majorité absolue à l'Assemblée nationale, celle-ci est réduite au rôle d'une chambre d'enregistrement, et s'il ne dispose plus d'une telle majorité comme aujourd'hui, la Constitution donne à l'exécutif les moyens de faire plier les parlementaires (article 49.3, dissolution...). On objectera que l'Assemblée peut, de son côté, censurer le gouvernement, mais cette arme est un sabre de bois car le véritable chef de l'exécutif n'est plus à Matignon mais à l'Élysée.

J-C - On devrait peut-être en conclure que le régime bonapartiste est devenu une dictature absolue, quand l'ordre des élections a été inversé en donnant la prééminence à l'élection présidentielle sur les élections législatives, modification adoptée en 2001 par Jospin et soutenue par Raymond Barre et Michel Rocard.

Slate - Une censure oblige seulement le président à renommer un gouvernement qui peut être quasiment inchangé. En vérité, la «*Ve République bis*» sur laquelle nous vivons depuis 1962 est un régime de confusion des pouvoirs qui s'attirerait les foudres de Montesquieu. Si l'on ajoute à cela la désuétude du référendum, qui avait le mérite de mettre en jeu directement la responsabilité du président devant le peuple qui l'a élu, on peut comprendre la frustration des Français et leur désintérêt croissant pour la vie politique.

J-C - "*Au point où nous en sommes*" optons ouvertement pour un régime dictatorial. La démonstration qui suit pourrait sembler confuse ou erronée, alors qu'il en est rien du fait qu'il existe un consensus entre le président et la majorité parlementaire, puisqu'ils représentent les intérêts de la même classe et il ne peut pas en être autrement, ce qu'ils rappellent à leur manière à la fin de cet article.

Slate - Que faire alors? Face au président, chef incontesté de l'exécutif, il nous faut un Parlement indépendant et puissant. Pour remédier à la confusion des pouvoirs, osons la séparation des pouvoirs! Disons-le, seul un régime «présidentiel» est de nature, au point où nous en sommes, à assurer cet équilibre des pouvoirs. Le paradoxe n'est qu'apparent: le régime «*présidentiel*» est un régime de Parlement fort, car les assemblées sont totalement indépendantes de l'exécutif, votent librement les lois, le budget et contrôlent l'administration, sans risque pour la stabilité du gouvernement, qu'elles ne peuvent renverser, et sans risque pour elles-mêmes, en l'absence de droit de dissolution.

À l'opposé, en régime «*parlementaire*», l'Assemblée est dans les mains de sa majorité, qui a délégué son chef à la tête du gouvernement, avec obligation de le soutenir, sous peine de provoquer une crise gouvernementale. C'est un régime de Parlement structurellement «*faible*».

J-C – Pas si «*faible*» que cela puisque le parlementarisme a quand même permis d'assurer la pérennité du capitalisme tout au long du XXe siècle jusqu'à nos jours. Ils doivent lui reprocher de donner l'illusion (trompeuse) que dans d'autres circonstances le parlement pourrait être au service des intérêts d'une autre classe, espoir qu'il faut absolument faire disparaître à l'heure du totalitarisme. En réalité, le régime est plus ou moins présidentiel ou parlementaire selon les rapports entre les classes ou le déroulement de la lutte des classes, il est présidentiel ou parlementaire durant certaines périodes uniquement, idem quand on le caractérise de bonapartiste ou de dictatorial.

Slate - On objectera qu'un régime présidentiel peut aboutir au blocage de l'action publique en cas de désaccord irrémédiable entre le président et le Parlement. Il y a des précédents. Mais relativisons la critique: dans la plupart des cas, les désaccords se règlent par le dialogue et la négociation entre les deux pouvoirs. Après tout, la concertation et l'art du compromis ne sont-ils pas vertueux dans une démocratie? Slate.fr 22 novembre 2022

Confirmation : 11,05% quelle légitimité ? Aucune.

J-C - Ils se réjouissent de la grande victoire de leur candidat qui vient du Delaware, un paradis fiscal.

Lettonie: le centriste Krisjanis Karins désigné Premier ministre - BFMTV 23 novembre 2022

Le président letton Egils Levits a annoncé mardi la désignation au poste de Premier ministre de Krisjanis Karins, chef du parti centriste pro-occidental Nouvelle Unité, vainqueur des législatives du 2 octobre dernier. Nouvelle Unité a obtenu 18,97% des voix, ce qui en fait la première force au parlement, avec 26 députés sur 100.

Après les élections, ce parti a indiqué vouloir former une coalition avec Liste Unie (Verts et partis régionaux, centristes), l'Alliance Nationale (centre droit). Les trois partis de la coalition en préparation devraient bénéficier d'une majorité de 54 députés. BFMTV 23 novembre 2022

J-C - L'abstention et les votes blancs et nuls ont atteint 41,70% (Wikipédia), donc le grand «*vainqueur*» a été élu avec 11,05% des voix des électeurs inscrits.

Wikipédia - Arturs Krišjānis Kariņš, né le 13 décembre 1964 à Wilmington, dans le Delaware, est un homme d'État letton membre d'Unité.

En octobre 2002, il est élu député à la Saeima sur une liste du parti Nouvelle Ère (JL). Le 2 décembre 2004, il est nommé ministre des Affaires économiques dans le gouvernement de coalition de centre droit du Premier ministre conservateur Aigars Kalvītis entre 2004 et 2006, puis élu député européen en 2009. Il siège alors au sein du groupe du Parti populaire européen. Il conserve son mandat lors du scrutin suivant, cinq ans plus tard.

Le 7 janvier 2019, le président Raimonds Vējonis, le charge de former un nouveau gouvernement. À la suite de sa désignation, il propose une coalition à cinq partis avec son parti Unité (V), le

Nouveau Parti conservateur (JKP), Qui possède l'État ? (KPV), l'Alliance nationale (NA) et Développement/Pour ! (AP) (Source : Wikipédia)

En Complément avec Twitter.

- Vendredi 18 novembre, c'était la fête de l'indépendance de la Lettonie lors de laquelle les habitants de Riga ont exprimé leur solidarité avec les Ukrainiens.

Tout semble banal, sauf la chanson qu'on entend: « *SS marschier in Feindensland* »; un hymne SS

France. Qui serait fou au point de prêter des bonnes intentions aux représentants d'un régime aussi mafieux, corrompu et criminel ?

J-C - Un régime toujours plus policier et liberticide.

L'Assemblée adopte largement le projet de loi de programmation du ministère de l'Intérieur - Europe1 22 novembre 2022

L'Assemblée nationale a adopté mardi à une large majorité le projet de loi de programmation et d'orientation du ministère de l'Intérieur: 15 milliards d'euros supplémentaires sur cinq ans, mais aussi des mesures de simplification de procédure pénale, rejetées par une partie de la gauche. Le texte, déjà voté au Sénat, a été adopté en première lecture à l'Assemblée par 419 voix contre 116, avec le concours des députés LR, RN et Liot. Le groupe socialiste a choisi l'abstention.

Le projet de loi avait déjà été confortablement adopté au Sénat (307 voix pour - dont les socialistes, 27 contre).

"*Nous saluons la hausse des crédits et le recrutement des 8.500 postes dans les forces de l'ordre*" sur le quinquennat, a déclaré avant le vote solennel le député LR Ian Boucard. Les élus de droite ont obtenu le quasi-doublement, à 3.000, des places en centres de rétention administrative pour les étrangers en situation irrégulière.

Avec la hausse des crédits, onze nouvelles unités de forces mobiles "*spécialisées dans l'intervention rapide*" seront créées. Et, pour assurer la sécurité dans les zones rurales, 200 brigades de gendarmerie. Europe1 22 novembre 2022

Népotisme (avec Twitter).

- La liste des recasés s'allonge après Wargon, Castex, Buzyn, ou encore Bourguignon. Défaite aux législatives, elle est revenue dans le giron du ministère de la Santé, par la grâce d'une nomination «*au tour extérieur*», c'est-à-dire sans concours...

- Le recasage se poursuit en macronie où le PR fait traverser la rue à ses proches. Après sa déroute aux législatives, l'ex-ministre Amélie de Montchalin vient d'être nommée ambassadrice à l'OCDE. Un poste rémunéré 10.000€ net par mois, précise un journaliste de BFMTV.

J-C - Capitalisme : Stop ou encore ? Il faut trancher net à la racine l'origine de la misère sociale. Ceux qui ont choisi de servir le camp des inégalités et de l'injustice doivent s'attendre à le payer de leur vie un jour ou l'autre, cela fait partie des risques du métier qu'on ne leur envie pas.

Le Sénat rend hommage à l'agent des Finances publiques tué dans le Pas-de-Calais lors d'un contrôle fiscal - Publicsenat.fr 22 novembre 2022

En plein examen du budget 2023, Gabriel Attal a interrompu les travaux du Sénat pour rendre hommage à un agent de la direction des finances publiques, tué lors d'un contrôle fiscal dans le Pas-de-Calais. Publicsenat.fr 22 novembre 2022

J-C - Normal, ce sont leurs donneurs d'ordres.

Budget 2023 : le Sénat et le gouvernement refusent de taxer les yachts et les jets privés - Publicsenat.fr 22 novembre 2022

Lors de l'examen du budget 2023, le gouvernement et la majorité sénatoriale ont refusé les propositions de la gauche sur la taxation des jets privés ou les yachts. Gabriel Attal a notamment expliqué préférer « *investir* » dans la décarbonation que « *taxer*. » Publicsenat.fr 22 novembre 2022

J-C - En prévision de l'impossibilité à venir d'acquérir une voiture électrique trop chère pour l'immense majorité de la population...

Budget : le Sénat vote une baisse de la TVA sur les transports en commun - Publicsenat.fr 22 novembre 2022

Lors de l'examen du budget 2023, le Sénat a voté une baisse de la TVA sur les transports collectifs de 10 % à 5,5 %. Le but est d'éviter une trop forte hausse des tarifs et de redonner des marges budgétaires aux collectivités pour qu'elles puissent investir afin de développer ces modes de transport. Publicsenat.fr 22 novembre 2022

J-C - Alors qu'ils continuent de supprimer des lits et de fermer des hôpitaux, de refuser de réintégrer le personnel soignant non-vacciné...

Le budget pour l'hôpital rallongé d'un demi-milliard d'euros, annonce Braun Le HuffPost 22 novembre 2022

Le ministre de la Santé a justifié cette enveloppe supplémentaire, via un amendement au projet de budget de la Sécu, en raison des « *surcoûts liés au Covid* ». Le HuffPost 22 novembre 2022

J-C - La fabrique du consentement dès l'enfance. Un régime toujours en quête de légitimité. Des enfants qu'ils ont terrorisés pendant plus de deux ans avec leur pandémie inexistante, leur muselière et leur distanciation sociale, leur saloperie d'injection génique expérimentale...

Protection de l'enfance: le gouvernement présente ses nouvelles mesures - BFMTV 21 novembre 2022

Protéger les enfants. C'est la nouvelle "*grande cause*" du quinquennat d'Emmanuel Macron. À ce titre, la Première ministre Elisabeth Borne a présidé ce lundi matin un "*Conseil des ministres des enfants*" regroupant une vingtaine de jeunes âgés de 8 à 12 ans issus du réseau des associations d'Aide à l'enfance (ASE).

Ce lundi matin, une vingtaine d'enfants issus de l'ASE ont été reçus à l'Assemblée nationale. Après une visite du bâtiment, ils ont travaillé sur diverses thématiques et proposé des idées pour améliorer leur quotidien dans ces domaines (handicap, numérique, environnement, santé, école).

Ils se sont ensuite réunis autour d'Elisabeth Borne, Pap Ndiaye (ministre de l'Education), Christophe Béchu (Transition écologique), Rima Abdul-Malak (Culture), François Braun (Santé) et Jean-Noël Barrot (Numérique), afin de présenter leurs réflexions.

Le gouvernement prévoit de reproduire cet événement deux fois par an. Le premier Conseil des ministres des enfants serait ainsi présidé par Emmanuel Macron, le second - comme ce fut le cas ce lundi - par la Première ministre, Elisabeth Borne. BFMTV 21 novembre 2022

J-C - Réduits à vivre de l'aide alimentaire, quel bonheur !

Aide alimentaire aux étudiants : enveloppe exceptionnelle de 10 millions d'euros - Europe1 22 novembre 2022

Le gouvernement a annoncé débloquer une enveloppe exceptionnelle de 10 millions d'euros pour l'aide alimentaire aux étudiants. Alors que la précarité de cette partie de la population s'accroît face à l'inflation, ces fonds vont être déployés en complément des repas à un euro mis en place depuis la crise sanitaire. Europe1 22 novembre 2022

Ailleurs aussi ils sont particulièrement bienveillants envers la jeunesse qu'ils craignent et haïssent.

Japon : Le papier toilette utilisé pour prévenir le suicide chez les jeunes - 20minutes.fr 22 novembre 2022

Les messages imprimés sur les rouleaux, censés aider les étudiants aux pensées suicidaires, ont été imaginés par un spécialiste... 20minutes.fr 22 novembre 2022

En complément. Boycott, nous ne sommes pas des agents de la CIA !

Un concert de solidarité avec le peuple iranien le 12 décembre avec Jane Birkin et Arthur H - Paris Match 22 novembre 2022

Stratégie du chaos et de la terreur. Ils en rajoutent une grosse couche quotidiennement.

Un virus "*hautement contagieux*" cible les enfants cet hiver - Yahoo 22 novembre 2022

Les infections bactériennes représentent la deuxième cause de décès dans le monde - LePoint.fr 22 novembre 2022

Cancer de l'ovaire : ce signe que vous pouvez repérer pendant le repas - Yahoo 22 novembre 2022

Christophe Brusset : "Avec un décès sur cinq, la malbouffe est la première cause de mortalité au monde" - Yahoo 22 novembre 2022

Crise cardiaque : ces 7 signes peuvent survenir un mois avant l'attaque mortelle - Yahoo 22 novembre 2022

Ce n'est pas lui qu'on a défendu, puisqu'il se considère coupable, mais la liberté.

Affaire Quatennens : le député LFI convoqué devant le tribunal pour un « plaider-coupable » - lejdd.fr 21 novembre 2022

Le député de la France insoumise a été convoqué le 13 décembre prochain devant le tribunal de Lille dans l'affaire de violence envers son épouse. AFP/lejdd.fr 21 novembre 2022

En famille avec l'extrême droite. Ils sont tous soumis à leur justice ou à l'ordre établi.

J-C - On vit dans une société si merveilleuse où chacun peut s'épanouir individuellement, que rien ne justifie un acte violent, n'est-ce pas ? En réalité, la violence qui sévit dans la société est le produit des rapports sociaux d'exploitation... C'est donc leur procès qu'il faudrait faire. Mais quand on milite à LFI ou à la NUPES, c'est impossible, vous aurez compris pourquoi. Ils ne peuvent pas faire le procès d'un régime qu'ils soutiennent, quitte à devoir être condamnés ou à se sacrifier pour lui.

"Mon client sera condamné, il n'y a pas de débat là-dessus" explique l'avocate d'Adrien Quatennens - BFMTV 23 novembre 2022

Adrien Quatennens ne participera pas au groupe LFI de l'Assemblée jusqu'à la décision de la justice - BFMTV 23 novembre 2022

Affaire Adrien Quatennens: pour Sandrine Rousseau, "il ne peut plus être député" - Europe1 23 novembre 2022

Affaire Quatennens : Marine Le Pen estime que LFI devrait l'« exclure » du groupe à l'Assemblée - Europe1 23 novembre 2022

Affaire Adrien Quatennens: Clémentine Autain appelle à "*prendre en compte*" la parole de son épouse - BFMTV 23 novembre 2022

La femme d'Adrien Quatennens l'accuse de "*violences physiques et morales*" "*depuis plusieurs années*".

Y a-t-il une justice dans ce pays ? Cela dépend pour qui. La blanchisseuse du palais à l'oeuvre.

Karine Lacombe reconnue coupable de diffamation envers le Pr Raoult, mais... relaxée pour avoir menti de bonne foi - lemediaen442.fr 23 novembre 2022

En juillet 2020, Karine Lacombe, était au micro d'Europe 1 et réagissait aux propos tenus par le directeur de la fondation institut hospitalo-universitaire Méditerranée Infection (IHU) devant la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur la gestion par le gouvernement de la crise du Covid.

Le 22 novembre 2022, le tribunal correctionnel de Marseille reconnaît que les propos de Karine Lacombe « *portent atteinte à l'honneur et à la considération de M. Raoult* » mais qu'elle « *bénéficie de l'excuse de bonne foi qui l'empêche d'être condamnée* ».

L'avocat de Didier Raoult, Me Brice Grazzini, fera appel. lemediaen442.fr 23 novembre 2022

Lutte de classe.

Espagne: les médecins madrilènes en grève contre les conditions de travail dégradées - RFI 22 novembre 2022

Depuis le 21 novembre, le principal syndicat de médecins de la région de Madrid (Amyts) et le personnel soignant intérimaire sont en grève pour protester contre les mauvaises conditions de travail. Le mouvement s'annonce important avec un préavis illimité.

Trop, c'est trop. C'est ce que disent les médecins de famille, et de manière générale le personnel soignant qui travaille dans les centres de soin. Des contrats de travail précaires, des horaires à rallonge, et des armées de patients auxquels il faut se consacrer, chaque jour, chaque heure. Le collectif des médecins de famille, qui œuvre dans le public, affirme que parfois, il ne dispose même pas de dix minutes par patient. De l'autre côté, les patients se sentent délaissés par un secteur sans moyens suffisants. RFI 22 novembre 2022

Twitter en accès libre.

- Grève pour les salaires chez Sanofi avec 14 sites de production bloqués où en grève depuis ce matin.

Les salariés de Sanofi forcent un cordon de CRS pour envahir le siège du groupe. Ils sont en grève depuis 10 jours pour 10% d'augmentation de salaire

- Les ouvriers de la maintenance de la RATP sont en grève depuis un mois pour 300€ d'augmentation.

La grève s'est étendue à 4 ateliers sur 5 du RER A/B et 7 sur 20 du métro ce qui pourrait avoir un fort impact dans les prochaines semaines

- Manifestation en Argentine pour exiger une augmentation des salaires pour faire face à la flambée des prix. L'inflation a atteint les 88%

En Chine, la situation en passe de devenir out of control (Avec Twitter).

- La situation devient hors de contrôle ce soir à l'usine d'iPhone de Zhengzhou en Chine. Les ouvriers se révoltent contre les restrictions très strictes

- Les ouvriers de l'usine d'iPhone retournent une voiture de police

- Les ouvriers de l'usine d'iPhone détruisent les cabines de test PCR

- De très nombreuses forces de police sont transférées à Zhengzhou en Chine pour réprimer les manifestations selon des vidéos partagées sur les réseaux chinois

- Révolte contre les restrictions à Zhengzhou en Chine. Les ouvriers de l'usine d'iPhone utilisent des barrières pour avancer vers la police et détruisent des caméras de surveillance

- Les autorités chinoises instaurent un confinement anti-covid à Zhengzhou suite aux manifestations dans la plus grande usine d'iPhone du monde

- Une manifestation contre les restrictions vire à l'affrontement dans la plus grande usine d'iPhone au monde en Chine. Les ouvriers utilisent des extincteurs pour faire reculer la police

Dossier guerre de l'OTAN contre la Russie.

Expansion de l'OTAN : Les origines de la grave crise actuelle (2/3) (source : Les Crises 16 février 2022)

<https://reseauinternational.net/expansion-de-lotan-les-origines-de-la-grave-crise-actuelle-2-3/>

Expansion de l'OTAN : les origines de la grave crise actuelle (3/3)

<https://www.les-crises.fr/expansion-de-l-otan-les-origines-de-la-grave-crise-actuelle-3-3//>

Moscou, 24 novembre (SANA) Le 23 novembre, les forces armées russes ont lancé un barrage aérien, maritime et terrestre massif de missiles à longue portée et de haute précision contre le système de commandement et de contrôle militaire et les installations énergétiques de l'Ukraine.

Toutes les cibles assignées ont été touchées et, à la suite du bombardement, le transfert par chemin de fer des forces de réserve, des armes étrangères, du matériel militaire et des munitions vers les zones de combat a été interrompu, a rapporté le ministère russe de la Défense dans son rapport quotidien sur le déroulement de l'opération militaire. en Ukraine.

Il a ajouté qu'aucune attaque n'avait été menée contre des cibles à l'intérieur de la ville de Kyiv et que la destruction annoncée par le régime ukrainien dans la capitale était le résultat de la chute de missiles provenant de systèmes de défense aérienne étrangers et ukrainiens situés dans des zones résidentielles de la ville Capitale ukrainienne.

Selon le ministère, dans les directions de Kupiansk et de Krasno-Limansky en République populaire de Lougansk et dans la région de Kharkiv, des troupes d'artillerie et des attaques de l'aviation de l'armée russe ont contrecarré une tentative d'unités des forces navales ukrainiennes d'attaquer les positions des troupes russes, ce qui a entraîné l'élimination de plus de 75 militaires ukrainiens et la destruction de deux véhicules de combat, d'une équipe de mortiers et de cinq véhicules blindés.

En outre, à la suite de tirs d'artillerie russe contre une zone de concentration d'un groupe tactique ukrainien, une tentative d'attaque contre la ville de Levadne a été déjouée, où plus de 50 soldats ukrainiens ont été neutralisés et un char, six véhicules de combat blindés ont été détruit et trois véhicules.

En outre, l'aviation opérationnelle-tactique, les forces de missiles et l'artillerie de l'armée russe ont frappé les postes de commandement de la 3e brigade de chars des Forces armées ukrainiennes dans la ville de Shevchenkovo, ainsi que détruit 63 unités d'artillerie en positions de tir et 152 positions du personnel militaire et de l'équipement.

Lors de la lutte contre la batterie, un lance-roquettes Grad des forces armées ukrainiennes a été bombardé ainsi qu'un radar de contre-batterie AN/TPQ-50, deux stations radar de contre-batterie AN/TPQ-36 de fabrication américaine.

Au cours de la journée, les systèmes de défense aérienne russes ont abattu quatre drones dans diverses zones de la République populaire de Donetsk et de la région de Zaporozhye.

Zelensky piégé par Moscou et Washington par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 22 novembre 2022

L'évolution du rapport de forces sur le champ de bataille ukrainien et l'épisode tragique du G20 de Bali marquent un retournement de situation. Si les Occidentaux croient toujours vaincre prochainement Moscou, les États-Unis ont déjà débuté des négociations secrètes avec la Russie. Ils s'apprêtent à lâcher l'Ukraine et à faire porter le chapeau au seul Volodymyr Zelensky. Comme en Afghanistan, le réveil sera brutal.

<https://www.voltairenet.org/article218419.html>

Propagande de la réaction. Les suppôts de Daesh et de néonazis n'ont aucune légitimité.

Guerre en Ukraine : la Russie est un État qui finance le terrorisme, selon le Parlement européen - Le HuffPost 23 novembre 2022

L'assemblée a voté un texte symbolique qui qualifie la Russie d'« *État promoteur du terrorisme* » et l'accuse de violer « *toutes les normes humanitaires et internationales* » dans la guerre en Ukraine. Le HuffPost 23 novembre 2022

Le site du Parlement européen ciblé par une cyberattaque après un vote sur la Russie (porte-parole) - euronews 23 novembre 2022

Suède: ouverture du procès de deux frères soupçonnés d'espionnage au profit de la Russie – RFI 23 novembre 2022

Ukraine: trois centrales nucléaires "déconnectées" du réseau électrique après des frappes russes - BFMTV 23 novembre 2022

Ces déconnexions ont entraîné des pannes massives de courant mais ne présentent pas de danger pour la sûreté des centrales pour le moment. BFMTV 23 novembre 2022

Ukraine: nouvelle frappe sur une maternité dans la région de Zaporijia, un nourrisson tué - BFMTV 23 novembre 2022

Une attaque a eu lieu cette nuit à Vilniansk, dans la région de Zaporijia, détruisant un bâtiment abritant une maternité. Plusieurs personnes sont mortes, dont un nourrisson de deux jours. BFMTV 23 novembre 2022

Iran: comment les forces de sécurité utilisent le viol pour réprimer les protestations - BFMTV 23 novembre 2022

Dans une enquête exclusive, CNN dévoile plusieurs témoignages de femmes, d'hommes et d'adolescents qui racontent avoir été victimes d'agressions sexuelles après avoir été arrêtés en marge des manifestations qui traversent le pays depuis le mois de septembre. BFMTV 23 novembre 2022

Nouvel ordre mondial totalitaire. Ils ont de la suite dans les idées.

La FED de New York lance un très controversé projet pilote de "dollar numérique", suscitant un tollé - FranceSoir 20 novembre 2022

La Réserve fédérale de New York et plusieurs grandes banques ont annoncé le 15 novembre un projet pilote pour la mise en place d'un "dollar numérique". Une annonce qui a provoqué de vives critiques et des appréhensions, chez des élus ou encore des citoyens, qui alertent contre les menaces que ce programme fait peser sur la vie privée.

Ce programme de "*dollar numérique*" consiste en un test avec des données simulées qui s'étend sur 12 semaines. La Réserve Fédérale de New York (une des douze banques de la Réserve fédérale des États-Unis) et les banques derrière ce projet exploreront une plateforme de monnaie numérique qui fonctionne exclusivement en dollars américains. Les dépôts des clients de ces banques seront représentés par une monnaie numérique simulée ou des "*jetons*" et seront régulés par le biais des réserves de la banque centrale, à travers un registre numérisé et distribué.

Dans leur communiqué, les initiateurs de ce projet, dont Citigroup, TD Bank, HSBC, U.S. Bank, Mastercard et BNY Mellon, affirment que cette plateforme numérique n'a pas pour but de soutenir un projet politique et n'indique pas, pour l'instant, de "*décisions imminentes*" sur l'émission d'une monnaie numérique de banque centrale.

Pour autant, cette annonce n'est pas passée inaperçue, suscitant une immédiate levée de boucliers chez des élus et des citoyens : à travers ce projet, le gouvernement pourrait progressivement avancer vers l'adoption d'une monnaie digitale centralisée permettant un contrôle accru sur les finances des Américains, voire in fine la mise en place d'un système de crédit social, est-il reproché.
Vers un système de crédit social ?

"Décentralisez la monnaie. Pas de dollar numérique. Une monnaie digitale serait un des développements les plus dangereux de l'histoire. Lorsque le gouvernement peut simplement appuyer sur un bouton pour bloquer toutes vos transactions, il contrôle votre vie entière. Nous avons besoin d'un mur de séparation entre la monnaie et l'État", a réagi sur Twitter Justin Amash, ancien représentant républicain à la Chambre des représentants des États-Unis de 2011 à 2021.

À la suite de cette annonce, Le lanceur d'alerte et ancien employé de la NSA américaine Edward Snowden a sobrement commenté sur le même réseau social : "*Ça commence.*"

"Nous ne pouvons laisser cela se produire aux États-Unis", a appelé de ses vœux l'essayiste républicain Sean Pannel, qui ajoute: "*Il s'agit d'une menace extraordinaire pour la liberté publique et nos libertés individuelles.*"

"La monnaie numérique sous contrôle du gouvernement est essentielle pour l'avenir que l'élite mondialiste est en train de construire. Ils veulent surveiller tout ce que vous faites, vous contrôler et vous refuser des fonds sur la base d'un système de crédit social au travers duquel ils peuvent s'emparer de votre argent si vous vous opposez à eux ou remettez en cause leur narratif", dénonce encore un autre internaute. FranceSoir 20 novembre 2022

Au Canada, une banque lance une carte de crédit qui relie les achats de ses clients à leurs émissions de carbone - France Soir, le 19 novembre 2022

<https://www.francesoir.fr/societe-science-tech/au-canada-une-banque-lance-une-carte-de-credit-qui-relie-les-achats-de-ses>

Une banque australienne lie les transactions de clients à leur empreinte carbone: vers un contrôle des banques des modes de consommation individuels ? - France Soir, le 12 novembre 2022

<https://www.francesoir.fr/societe/une-banque-australienne-lie-les-transactions-de-clients-leur-empreinte-carbone-vers-un>

Le Sri-Lanka instaure un "passe carburant" - FranceSoir 20 juillet 2022

<https://www.francesoir.fr/politique-monde/le-sri-lanka-instaure-un-passe-carburant>

La Suède invente une carte bleue qui se bloque lorsque l'on dépasse son quota de CO2. - Europe 1, le 17 juin 2019.

<https://www.europe1.fr/emissions/axel-de-tarle-vous-parle-economie/ecologie-la-suede-invente-une-carte-bleue-qui-se-bloque-lorsque-lon-depasse-son-quota-de-co2-3904970>

BFM sonde l'opinion sur le passe carbone, cette invention complotiste - lecourrierdesstrategies.fr 15 novembre 2022

<https://lecourrierdesstrategies.fr/2022/11/15/bfm-sonde-l-opinion-sur-le-passe-carbone-cette-invention-complotiste/>

Le saviez-vous ?

J-C - Ce que chacun devrait savoir ou apprendre par cœur et transmettre à ses enfants, à partager le plus largement possible. J'ai encore appris certaines choses que je ne savais pas en lisant cet article ou que j'avais oubliées. Le plus étonnant, c'est la personnalité de son auteur.

Quand les banquiers se mêlent de politique investisseur-sans-costume.com 1er février 2019

En janvier 1917, La Première Guerre mondiale fait rage.

L'offensive allemande de Verdun vient d'échouer. Les États-Unis ne sont pas encore entrés en guerre et le président Woodrow Wilson prononce un discours devant le Sénat américain en faveur d'une paix sans victoire.

Pourtant depuis 1916, John Pierpont Morgan Jr, figure tutélaire de la jeune Wall Street, finance massivement l'effort de guerre de l'Entente : 45 % des fournitures militaires de l'immense bataille de la Somme viennent directement des États-Unis ou sont achetées avec des dollars US. Au total les banques américaines prêteront 2 milliards de dollars à l'Entente, dont 500 millions rien que pour la France.

Ces montants sont colossaux pour l'époque. Ils correspondent à 750 milliards de dollars aujourd'hui et il n'est pas exagéré de dire que JP Morgan Jr et Wall Street mirent l'économie américaine au service du Royaume-Uni et de la France.

L'historien Adam Tooze note cette ambivalence américaine au début de son ouvrage *Le Déluge* (1916-1931), ambivalence d'autant plus curieuse que Wilson et Morgan ont le même objectif : l'expansion commerciale.

Dans son discours au Congrès, Wilson enfle ses grands principes en collier de perles et pose une, et une seule, revendication pratique : libérer les routes maritimes des blocus (la reprise de la guerre

sous-marine à outrance fera basculer l'Amérique du côté de l'Entente quelques jours après le discours de Wilson).

D'un côté, Wilson veut une paix négociée le plus vite possible afin que le commerce puisse reprendre sous l'égide d'une grande institution mondiale, de l'autre Morgan a tout intérêt à la continuation de la guerre qui lui permet d'accroître son emprise financière et commerciale sur la vieille Europe.

Il faut dire que les États-Unis à cette époque sont à un tournant : le « *gilded age* » s'est fini en même temps que l'empire de la Standard Oil.

Gilded age veut littéralement dire « *l'âge en or plaqué* » selon l'expression ironique de Mark Twain qui trouvait que les irrésistibles ascensions des « *barons voleurs* » Rockefeller, Vanderbilt, Carnegie, Mellon, JP Morgan Sr et consorts cachait mal l'immense pauvreté américaine de la fin du XIXe siècle. Mais en 1911, le démantèlement de la Standard Oil dans le cadre des lois anti-trust mettait un immense coup de frein aux ambitions de ces grands industriels carnassiers.

Le début de XXe siècle marque également la fin de la « *frontier* ». Un demi-siècle après l'ouverture de la première ligne de train transaméricaine, l'expansion vers la côte ouest est désormais terminée.

Alors les appétits encore féroces se tournent vers le commerce mondial, quitte à faire durer la guerre à coups de milliards et de morts par millions. Car sans argent, pas de guerre. Faut-il rappeler que la famille Morgan avait déjà amassé une petite fortune en fournissant à prix d'or des fusils défectueux pendant la guerre de Sécession.

La semaine dernière, Bernard-Henry Levy a déclaré à la TV que la cause du fascisme c'était les peuples. À peine a-t-il pris quelques pincettes pour faire passer son énormité :

À l'origine de tous les mouvements les plus horribles du XXe siècle, il y avait aussi de la misère sociale ... J'ai entendu sur votre plateau la semaine dernière (François) Bégaudeau dire que si Hitler est venu au pouvoir c'est parce que la grande bourgeoisie l'a décidé. Quel nigaud ! ... C'est des fables tout ça, cette histoire de bourgeoisie.

Oh non, ce ne sont pas des fables.

Il ne faut déjà pas confondre, comme se plaît à le faire BHL, la « *bourgeoisie* » avec la « *grande bourgeoisie d'affaires* » : une petite élite de banquiers, intellectuels et industriels bien loin des préoccupations d'un médecin, d'un ingénieur, d'un patron de PME ou d'un notaire.

C'est bien cette grande bourgeoisie d'affaires qui a porté Hitler au pouvoir.

Il aurait suffi de rappeler le Cercle Keppler des industriels et banquiers pro-Hitler et l'Industrielleneingabe — la pétition des industriels — que le même Wilhelm Keppler aidé de Hjalmar Schaft fit signer en 1932 à 20 grands banquiers et patrons demandant au président Hindenburg de nommer Hitler chancelier (on dirait « *appel* » aujourd'hui et cela paraîtrait dans Libération).

Cela ne s'est pas fait en un jour et ironiquement, l'ascension d'Hitler prend racine dans les prêts Morgan et de Wall Street à l'Entente pendant la guerre.

En 1921, la France et le Royaume-Uni sont endettés jusqu'au cou vis-à-vis de Wall Street et en dollars : ils ne peuvent pas faire marcher la planche à billets. La situation est tendue, d'autant que

selon le slogan de l'époque : L'Allemagne paiera... Mais l'Allemagne ne peut pas plus payer que la France et refuse tout net... La France peut bien occuper la Ruhr.

Monsieur Morgan et les banquiers de Wall Street vont-ils s'asseoir sur leurs créances ?

Vont-ils laisser Français et Anglais se partager le gâteau malgré les 7,5 millions d'immigrés allemands et tous leurs descendants ?

Certes non.

C'est le même JP Morgan Jr qui après avoir prêté à l'Entente pendant la guerre, pilote les plans Dawes et Young. Ces deux plans signés en 1924 et 1929 ré-échelonnent les réparations de Versailles et ouvrent la voie à une aide américaine.

Grâce aux plans Dawes et Young, entre 1924 et 1931 l'Allemagne paie 86 milliards de reichsmarks de réparations. Sur la même période, l'Allemagne emprunte aux banques américaines 138 milliards de reichsmarks, à intérêts bien sûr. Sans cet argent, jamais le redressement de l'Allemagne n'aurait été possible.

Les Américains gagnent sur les deux tableaux : vainqueurs et vaincus, tout le monde paie ses intérêts.

Une partie des prêts va directement aux entreprises allemandes qui forment des affiliations avec les groupes américains (Ford, General Motors, General Electric...). 8 banques américaines prêtèrent 826 millions de dollars à l'industrie allemande... Plus qu'à la France lors de la Première Guerre mondiale.

Les conditions des prêts exigent la formation de cartels afin d'assurer aux banquiers leur position dominante et le paiement de leurs juteux intérêts. Les banquiers américains n'hésitèrent pas à faire en Allemagne les conglomérats qu'ils ne pouvaient plus faire aux États-Unis :

IG Farben pour la chimie ;
AEG pour l'électricité ;
Vereinigte Stahlwerke pour l'acier.

Ces 3 conglomérats contrôlaient les matières premières fondamentales pour toute l'industrie allemande. Ils fournirent également les produits indispensables à la guerre moderne : l'essence, le magnésium et le nitrogène (pour les bombes) et l'acier.

Il n'y eut d'ailleurs pas que l'argent. Les grandes industries américaines fournirent également les technologies et les brevets (par exemple pour faire de l'essence à partir du charbon), elles organisèrent des voyages pour que les industriels allemands apprennent les techniques de travail à la chaîne... Un vrai plan Marshall avant l'heure.

Ils relevèrent les Krupp, les Thyssen, les von Schröder, les Keppler, les Bosch, les Oppenheim, les Meer, ils s'appuyèrent un temps sur Hjalmar Schacht, président de la Reichsbank et futur ministre de l'économie nazi, sur Max Warburg qui était encore au conseil d'administration de IG Farben en 1938 bien que juif. Il faut dire que son frère, Paul Warburg, avait émigré aux États-Unis où il avait contribué à créer la Réserve Fédérale.

C'est d'ailleurs l'éléphant au milieu de la pièce : en 1919, les PIB français et allemands sont similaires. En 1939, le PIB allemand est deux fois supérieur au PIB français... Malgré les réparations !

Or, ce sont ces cartels relevés par Wall street qui financèrent massivement l'accession au pouvoir d'Hitler : il fallait bien payer les tracts, les affiches et les pamphlets, financer les meetings, les chemises brunes... IG Farben, en particulier, fut très tôt le principal contributeur du parti nazi.

Ils avaient d'ailleurs une très bonne raison d'agir ainsi : le parti communiste talonnait le parti nazi en 1930.

Notez bien qu'il n'y a ici que des faits établis, par le comité Kilgore aux États-Unis, par les historiens Adam Tooze, Carroll Quigley, Antony Sutton...

Bien sûr l'argent de Wall Street et les grands industriels et banquiers allemands ne se seraient pas tournés vers les nazis si la population n'avait été exaspérée par les crises à répétition des années 1920. (Les trahisons de la social-démocratie et des staliniens. – J-C)

Mais il n'y a qu'à se baisser pour observer l'enchaînement presque mécanique des appétits et intérêts qui ont conduit à la Seconde Guerre mondiale.

Et cette petite musique résonne à nouveau.

À nouveau, les puissances financières et affairistes se sont mondialisées et concentrées dans un nombre incroyablement faible de mains. À nouveau elles sont acculées par des populations exaspérées.

Non, la grande démocratie libérale mondialisée N'est pas la barrière au fascisme comme le prétendent tous les BHL, serviteurs et tenants du pouvoir en place.

Nous nous fourvoyons dans une direction qui a déjà mené une fois à la catastrophe.

Il est préoccupant que « *la TV* » véhicule des mensonges aussi éhontés que ceux de BHL qui a déjà fait assez de mal comme cela.

Dans des périodes aussi troublées, il n'y a pas d'autre solution que de repartir de la vérité. Des faits, aussi durs soient-ils. De l'honnêteté. Oui la grande bourgeoisie d'affaires allemande, européenne et américaine a joué un rôle prédominant dans la montée du nazisme et oui nous sommes à un moment où nous ferions bien de nous rappeler cette partie de notre histoire au risque d'avoir à la revivre.

BHL est révélateur de la stratégie d'enfumage du pouvoir qui n'est plus qu'une somme d'intérêts particuliers. Faut-il d'ailleurs rappeler que le philosophe désintéressé qu'est BHL est un obligé qui a fait sa fortune en vendant la société de son père à un certain François Pinault dans les années 1990.

Ce pouvoir est aujourd'hui aux abois et réagit comme tel par des lois d'exceptions.

Vous me direz que je suis bien loin d'une chronique économique ou financière, mais nous vivons une époque où les banquiers se mêlent de politique plus que de raison et moi je me mêle de banquiers.

Et comment vous dire autrement que la prudence est plus que jamais de mise.